

**C.C.A.P.**  
**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN, COLLECTE DES DECHETS,  
D'HYGIENE CORPORELLE ET VAISSELLE**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique (ci-après  
« le Code ») :**

Appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;  
&  
Accord-cadre : articles – R.2162-1 à R.2162-2-2° - du Code ;  
&  
Mono-attributaire : article R.2162-9 du code ;  
&  
A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du code

**Pouvoir Adjudicateur**

**CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**  
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE  
Direction des Achats  
2, rue du Docteur Delafontaine  
BP 279  
93205 SAINT-DENIS CEDEX

## SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION .....	4
ARTICLE 4 FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 6 PIECES CONTRACTUELLES .....	5
ARTICLE 7 PRIX .....	6
ARTICLE 8 MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	6
ARTICLE 9 PRODUITS FIGURANT DANS LE CATALOGUE ANNEXE A L'OFFRE.....	6
ARTICLE 10 PROMOTION.....	7
ARTICLE 11 CLAUSE DE SAUVEGARDE .....	7
ARTICLE 12 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON.....	7
ARTICLE 13 VERIFICATION ET ADMISSION .....	13
ARTICLE 14 CLAUSE DE REEXAMEN .....	13
ARTICLE 15 FACTURATION .....	14
ARTICLE 16 PAIEMENT.....	15
ARTICLE 17 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS .....	16
ARTICLE 18 PENALITES.....	17
ARTICLE 19 RESILIATION DU CONTRAT.....	18
ARTICLE 20 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	18
ARTICLE 21 REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	19
ARTICLE 22 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....	19

## **PREAMBULE :**

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD) ;
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés.
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France, plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève de chaque établissement du GHT Plaine de France :

- Centre Hospitalier de Saint Denis  
et
- Centre Hospitalier de Gonesse.

## ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de produits d'entretien, collecte des déchets, d'hygiène corporelle et vaisselle pour le GHT Plaine de France.

Les prestations associées aux fournitures sont les suivantes :

- Pose, dépose, maintenance et suivi des centrales de dilution

## ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre est décomposé en 13 lots distincts.

N° lot	Libellé
1	Produits d'hygiène corporelle
2	Consommables sanitaires d'essuyage à usage unique avec MAD distributeurs (en complément, max 50/an si besoin)
3	Produits d'entretien des sols avec MAD de la centrale de dilution
4	Matériels et consommables de nettoyage
5	Produits d'entretien ménagers
6	Matériels d'entretien, brosse et droguerie
7	Produits pour matériels domestiques de lavage
8	Produits d'entretien pour service de restauration avec MAD de la centrale de dilution
9	Vaisselle à Usage Unique et consommables de restauration
10	Vaisselle réutilisable et matériels de restauration
11	Contenants plastiques, cartons étanches pour DASRI et Fûts pour déchets cytotoxiques
12	Collecteurs non stériles objets piquants, coupants, tranchants
13	Sacs plastiques divers (DAOM, DASRI, hydrosolubles)

## ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION

### **CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**

2, rue du Docteur Delafontaine

BP 279

93205 SAINT-DENIS CEDEX

### **CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE**

Boulevard du 19 Mars 1962,

95 500 Gonesse

## ARTICLE 4 FORME DE L'ACCORD-CADRE

### **PROCEDURE**

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;

### **TECHNIQUE D'ACHAT**

Le contrat est un accord-cadre au sens des articles – R.2162-1 à R.2162-2-2°- du Code.

L'accord-cadre est mono-attributaire pour l'ensemble des lots.

Le marché est passé sans minimum et avec un maximum annuel pour chaque lot

**Lot 1 Produits d'hygiène corporelle**

Sans minimum et avec un maximum de 19 000€ HT /an

**Lot 2 Consommables sanitaires d'essuyage à usage unique**

Sans minimum et avec un maximum de 291 000€ HT /an

**Lot 3 Produits d'entretien des sols avec MAD de la centrale de dilution**

Sans minimum et avec un maximum de 40 000€ HT /an

**Lot 4 Matériels et consommables de nettoyage**

Sans minimum et avec un maximum de 46 000€ HT /an

**Lot 5 Produits d'entretien ménagers**

Sans minimum et avec un maximum de 35 000€ HT /an

**Lot 6 Matériels d'entretien, brosse et droguerie**

Sans minimum et avec un maximum de 10 000€ HT /an

**Lot 7 Produits pour matériels domestiques de lavage**

Sans minimum et avec un maximum de 30 000€ HT /an

**Lot 8 Produits d'entretien pour service de restauration avec MAD de la centrale de dilution**

Sans minimum et avec un maximum de 40 000€ HT /an

**Lot 9 Vaisselle à Usage Unique et consommables de restauration**

Sans minimum et avec un maximum de 41 000€ HT /an

**Lot 10 Vaisselle réutilisable et matériels de restauration**

Sans minimum et avec un maximum de 15 000€ HT /an

**Lot 11 Contenants plastiques, cartons étanches pour DASRI et Fûts pour déchets cytotoxiques**

Sans minimum et avec un maximum de 90 000€ HT /an

**Lot 12 Collecteurs non stériles objets piquants, coupants, tranchants**

Sans minimum et avec un maximum de 80 000€ HT /an

**Lot 13 Sacs plastiques divers (DAOM, DASRI, hydrosolubles)**

Sans minimum et avec un maximum de 150 000€ HT /an

Les quantités du BPU sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Elles sont évaluées en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activité.

#### **MODALITES D'EXECUTION**

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, y compris si la date de la prise en charge indiquée sur le bon de commande est supérieure à la date de validité du marché.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins.

#### **ARTICLE 5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu à compter du 21 décembre 2025 et jusqu'au 31 décembre 2026. Il pourra être reconduit tacitement 3 fois par période d'un an soit jusqu'au 31 décembre 2029.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction

Le Centre hospitalier de Saint-Denis peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 2 mois, soit avant le 21 décembre de chaque année. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le Titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

## ARTICLE 6 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 1 avril 2021 (Document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- L'offre financière du Titulaire
- L'offre technique

Par dérogation aux articles 4.2.1 du CCAG FCS, seuls sont notifiés au Titulaire l'acte d'engagement de l'accord-cadre et le bordereau de prix unitaires.

## ARTICLE 7 PRIX

### GENERALITES

L'unité monétaire de compte du présent marché est l'Euro. Les prix sont établis avec quatre décimales au maximum.

### CONTENU DU PRIX

Les prix du présent marché sont unitaires et révisables. Ils comprennent les prestations décrites dans le présent cahier, soit la fourniture et la livraison.

## ARTICLE 8 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix unitaires hors taxes peuvent varier en hausse ou en baisse, au 1<sup>ER</sup> janvier de chaque année, en fonction de l'évolution du prix tarif que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les nouveaux prix proposés par le titulaire doivent impérativement parvenir par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Direction Des Achats, Cellule Des Marchés du Centre Hospitalier de Saint- Denis, deux mois au moins avant le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

Ils doivent être accompagnés de son nouveau tarif général ainsi que de toute pièce de nature à justifier sa demande d'ajustement de prix et du BPU réactualisé doit faire apparaître par produit :

- L'ancien prix
- Le nouveau prix unitaire
- L'évolution en pourcentage
- La période d'application des nouveaux prix

Après acceptation par l'administration du Centre Hospitalier de Saint-Denis, les nouveaux prix sont invariables du 1er janvier au 31 décembre.

## ARTICLE 9 PRODUITS FIGURANT DANS LE CATALOGUE ANNEXE A L'OFFRE

En complément des produits listés sur le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), le Titulaire annexe son catalogue avec prix public qui est constitué des produits non listés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) et se rapportant au lot concerné, pour les besoins de faible consommation et ponctuels, et éventuellement pour les nouveaux produits proposés par le Titulaire à fin d'essai. Le Titulaire applique la remise qu'il a proposée dans son offre sur ce tarif général.

Ce pourcentage de remise est ferme pour la durée de l'accord-cadre.  
Les prix catalogue fournis avec l'offre du Titulaire sont applicables dès la notification du marché au Titulaire.

Le catalogue pourra être réactualisé dès 2027. Ce nouveau catalogue doit impérativement intégrer les nouveaux produits proposés par le Titulaire.

Le Titulaire fournit le nouveau catalogue et la nouvelle tarification accompagné d'une estimation en pourcentage des évolutions tarifaires par grande famille de produits.

Au cas où le Titulaire ne respecterait pas les modalités de mise en œuvre ci-dessus (forme et dates), le catalogue et les prix initiaux seront automatiquement reconduits aux mêmes conditions sans intervention du centre hospitalier de Saint-Denis.

## **ARTICLE 10 PROMOTION**

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supplémentaires.

Notamment, il peut faire bénéficier d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse, ainsi que les dates de début et de fin d'application.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

## **ARTICLE 11 CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Si l'augmentation par rapport au précédent prix unitaire paraît trop importante (+ de 2%) en regard de l'évolution de son budget d'exploitation, le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut demander au titulaire :

- De reconsidérer sa demande de révision de prix.
- De surseoir à l'application de la révision des prix,
- Un geste commercial, en modérant la hausse dans des proportions qui seraient en adéquation aux possibilités budgétaires du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse.

A défaut d'un accord entre les deux parties, le Centre Hospitalier de Saint-Denis se réserve la possibilité de résilier la partie non exécutée concernée du marché, par lettre recommandée avec avis de réception, au minimum un mois avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 12 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON**

### **EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande au Titulaire.

**Les bons de commande seront émis par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse au fur et à mesure de leurs besoins.**

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception, tel que, notamment, courrier recommandé avec accusé de réception, courriel, télécopie, support en ligne (EDI= Echanges de Données Informatisées).

Le bon de commande précise les données suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre et du lot concerné ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité précises des fournitures à livrer ;
- la date de livraison souhaitée ;
- les heures de livraison souhaitées ;
- le lieu de livraison ;
- les prix unitaires HT et TTC ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- et tout autre renseignement utile.

Seuls sont valables les bons de commande émis et signés par un représentant du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre

En cas de non-respect des dispositions du présent article, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse, concerné se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

#### **ANNULATION DE COMMANDE**

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire.

Il n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire.

Cependant, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse s'engagent à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du contrat.

#### **LIVRAISON**

Le Titulaire est responsable de la fourniture jusqu'à réception et signature du bon de livraison.

Le Titulaire est pleinement responsable à l'égard du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse de tous dommages matériels ou corporels susceptibles d'être provoqués par les opérations de livraison.

Le Titulaire peut effectuer des livraisons partielles au Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse sous réserve d'acceptation de celui-ci.

Les livraisons partielles ne peuvent pas faire l'objet de paiements partiels, le paiement ne pourra intervenir qu'après livraison de l'intégralité des prestations commandées.

Les fournitures sont obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison fourni par le Titulaire en deux (2) exemplaires dont un exemplaire sera revêtu à la livraison de la signature du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse. Ce bon de livraison doit au moins



comporter les renseignements suivants ;

- La date de livraison ;
- La référence de la commande ;
- L'identification du Titulaire ;
- L'identification détaillée des fournitures ;
- La quantité livrée (poids brut, poids net, nombre de colis) ;

Un minimum de commande pourra être appliqué pour obtenir un franco de port, ce minimum de commande devra être indiqué dans l'offre du Titulaire, si aucun minimum de commande est indiqué dans l'offre, le Titulaire ne pourra imposer un minimum quantitatif ou tarifaire pour les livraisons lors du marché.

Les risques afférents au transport des marchandises jusqu'à leur réception ainsi que les opérations de manutention liées à la livraison sont à la charge du Titulaire.

Les mentions obligatoires prévues par la législation en vigueur doivent figurer en français sur les emballages. Les emballages restent la propriété du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse.

#### **DELAI DE LIVRAISON**

Les fournitures doivent être livrées aux lieux précisés sur chaque bon de commande, fax ou courriel. Les délais maximum seront au maximum de 5 jours ouvrés ou ceux indiqués dans l'offre du Titulaire, s'ils sont inférieurs.

Les livraisons sont effectuées par le Titulaire au lieu, à la date et la tranche horaire définis selon les heures d'ouvertures du magasin de chaque CH.

#### **MISE A DISPOSITION DE CENTRALES DE DILUTION**

Une mise à disposition du matériel est mise en oeuvre par le Titulaire à la demande du Centre Hospitalier de Gonesse et/ou du Centre Hospitalier de Saint Denis au plus tard dans les 15 jours suivants la demande.

Concernant les lots comprenant le prêt de centrales de dilution des produits d'entretien, le Titulaire observe les dispositions suivantes :

- La mise à disposition et l'installation de centrales de dilution se fait à partir du montant d'achat T.T.C de produits défini dans le Cadre de Réponses Techniques (CRT). Lorsque ce montant n'est pas atteint, le Titulaire n'est pas dans l'obligation de prévoir une MAD et peut proposer un achat du matériel de distribution. L'Offre intègre dans tous les cas également le suivi mensuel des dosages. Le nombre de centrales mises à disposition est cohérent avec le volume de produits achetés par le Centre Hospitalier.

- Cette MAD intègre :

- La formation des personnels
- La maintenance préventive des appareils à raison d'une fois par an minimum
- La maintenance curative des appareils en cas d'indisponibilité sous 24 heures
- Tout support technique nécessaire

En application de l'article 8.2 du CCAG/FCS, en cas de détérioration des centrales de dilution prêtées, sauf faute du CH bénéficiaire, la réparation et le remplacement du matériel est à la charge du Titulaire.

## **ARTICLE 13 VERIFICATIONS ET ADMISSION**

Les opérations de vérification et d'admission sont celles prévues aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS. Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse disposent d'un délai de dix (10) jours francs à compter de la fin de la prestation de service pour constater que la prestation répond aux exigences quantitatives et qualitatives prévues.

Si la prestation n'est pas conforme, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse adressent ses réserves par tout moyen au titulaire. Ce dernier dispose d'un délai de 15 jours pour y remédier. A l'issue de ce délai, les prestations seront à nouveau vérifiées. Les prestations pourront être admises avec réfaction (réduction du prix de règlement en rapport avec l'étendue de l'imperfection) ou rejetées. En cas de rejet, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peut prononcer une résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Les opérations de vérification simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps sont effectuées, dans la mesure du possible, au moment même de l'exécution de la prestation. Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent la possibilité de faire une réclamation dans la journée de livraison.

### **APPROVISIONNEMENT D'OFFICE**

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, faute par le Titulaire de livrer la totalité des marchandises commandées par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse à la date contractuelle de livraison, et si une prestation qui par sa nature ne peut souffrir d'aucun retard- les fournitures concernées peuvent être assurées chez d'autres fournisseurs aux frais et risques du Titulaire en défaut, suite à une mise en demeure par courriel ou courrier en A/R.

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et déduite d'une facture présentée en paiement à son profit, ou à défaut fait l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse.

Cet article s'applique dans le cas où le Titulaire change de produits sans informations préalables du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse.

## **ARTICLE 14 CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique, le marché peut être modifié selon les conditions ci-dessous :

- Evolution technique et réglementaire ;
- Evolution des besoins du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse justifiant une adaptation du marché ;
- Variation exceptionnelle des coûts des matières premières ;
- Retrait de produits.  
A noter que le rajout et le retrait sont motivés par des ajustements qui ne bousculent pas l'économie globale du marché.
- Cession ou fusion du Titulaire ;

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

## ARTICLE 15 FACTURATION

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Centre Hospitalier de Saint Denis et par le Centre Hospitalier de Gonesse.

**Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.**

Les factures sont adressées au Centre Hospitalier ayant émis le(s) bon(s) de commande.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Saint Denis :

**SIRET : 26930101600011**

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **ECO\_RCM (si numéro d'engagement) ou ECO\_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Gonesse :

**SIRET : 26950004700015**

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Gonesse.

Pour les Services Economiques le code est : **SERV\_ECOS\_FACM (si numéro d'engagement) ou SERV\_ECOS\_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Elle devra notamment faire mention des indications suivantes, en plus des mentions légales :

- L'identification du Titulaire,
- Les dates et numéro du bon de commande,
- Les dates et numéro du bordereau de livraison, au cas où celui-ci ne serait pas valorisé.
- La désignation détaillée de la fourniture
- Le code article du Titulaire
- La quantité livrée,
- La date de facturation,
- Les références bancaires ouvertes au nom du Titulaire telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement
- Le prix unitaire net HT détaillé pour chaque produit (mention obligatoire),
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total HT et TTC à régler.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse vérifient, et rectifient éventuellement, la demande de paiement A ce titre, la facture émise par la titulaire devra être suffisamment détaillée pour permettre d'exercer un contrôle.

En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement est systématiquement suspendu.

Les factures erronées sont retournées au titulaire pour correction, elles sont accompagnées d'un

courrier, expliquant les raisons du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

Le titulaire doit obligatoirement retourner au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

#### AVOIRS

Le Titulaire s'engage à envoyer au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse les avoirs au plus tard **15 jours** après la réception par le Titulaire de la non-conformité des produits livrés et/ou du tarif facturé.

Le refus éventuel du Titulaire d'établir un avoir devra être motivé par écrit dans ce même délai. L'avoir devra comporter les numéros de commande, de bon de livraison et de facture qui s'y rapporte.

### ARTICLE 16 PAIEMENT

#### MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif au numéro de compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement.

**NOTA** : Aucun paiement ne peut être effectué sur un compte différent de celui précisé sur l'acte d'engagement. En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire doit en aviser les deux Centres Hospitaliers et lui communiquer le numéro et l'intitulé du nouveau compte courant au profit duquel les règlements doivent être effectués. A défaut, la facture transmise sera rejetée.

L'unité monétaire est l'euro.

Le marché est financé sur les fonds propres de chaque Hôpital (Centre Hospitalier de Saint-Denis ou Centre Hospitalier de Gonesse)

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par :

- Le comptable assignataire du Centre Hospitalier de saint Denis

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au Centre Hospitalier de Saint-Denis ou au Centre Hospitalier de Gonesse bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 :

- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

- Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

## **ARTICLE 17 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS**

### **ASSURANCES**

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations pourrait causer :

À son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers ;

À ses biens et/ou aux biens appartenant à l'administration ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement les mesures de prévention ou les consignes exigées pour l'exécution de ses prestations.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations, de même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, ainsi que celle des éventuels sous-traitants sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

De même, il s'engage à remettre aux deux Centres Hospitaliers, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification ou de la reconduction du contrat, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

### **PIECES FISCALES**

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail sont transmises systématiquement tous les 6 mois pendant toute la durée du présent accord-cadre et ce, sans demande expresse du centre hospitalier de Saint Denis et du centre hospitalier de Gonesse.

En cas de non-présentation de ces documents, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, le centre hospitalier de Saint Denis et le centre hospitalier de Gonesse mettent en œuvre la résiliation du présent accord-cadre aux torts du Titulaire selon les dispositions de l'article 36 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2142-3 et R2142-4 et à l'article R2143-3 et R2143-4 du Code ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le présent accord-cadre est résilié aux torts du Titulaire, sans indemnités, selon les modalités du CCAG-FCS ;

Le Titulaire certifie avoir respecté les formalités définies à l'article L8221-3 du Code du Travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 18      PENALITES**

Les pénalités encourues par le titulaire seront appliquées du simple fait de la constatation du manquement sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables et commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

### **PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON**

En cas de non-respect des horaires de livraisons prévus du seul fait du Titulaire, celui-ci pourra encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG/FCS.

$$P = (V \times R) / 500$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jour de retard y compris les samedi et dimanche, à compter de la date indiquée sur le bon de commande ;

En cas de retards récurrents (au-delà de 3 retards successifs) et de retards exceptionnellement longs (plus de 15 jours calendaires), le Titulaire encourt un doublement des pénalités résultant de l'application de la formule ci-dessus. Ce doublement intervient à compter du quatrième retard ou passé le délai de 15 jours calendaires susmentionné.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire, qui est admis à présenter ses observations dans un délai de quinze jours compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

### **PENALITES POUR MODIFICATION DE LIVRAISON SANS INFORMATION**

En cas de livraison non-conforme à la commande sans information du Titulaire, une pénalité forfaitaire de 10% du montant total de la facture correspondante pourra être appliquée.

La non-conformité comprend :

- Une rupture d'approvisionnement non signalée ou non justifiée,
- Substitution d'un produit par une autre catégorie non signalée,
- Tout écart entre la demande et la livraison sans information,

### **PENALITES POUR ABSENCE DE MAINTENANCE CURATIVE DANS LE CADRE D'UNE MAD POUR LES CENTRALES DE DISTRIBUTION**

50 € par jour ouvrable de retard au-delà du délai sur lequel le Titulaire s'est engagé dans son offre

### **PENALITES POUR ABSENCE DE MAINTENANCE PREVENTIVE DANS LE CADRE D'UNE MAD POUR LES CENTRALES DE DILUTION**

200 € au-delà de 5 jours de retard entre 2 visites, par rapport à la périodicité indiquée dans l'offre du Titulaire

## **NON PRODUCTION D'UN DOCUMENT DEMANDE DANS LE CADRE DU MARCHE**

Non production d'un document demandé par l'un des 2 CH alors que cette production est prévue dans le cadre du marché (ex : fiches techniques, fiches de données de sécurité), 25 € par jour de retard et par document manquant.

## **PENALITES POUR NON INSTALLATION DE CENTRALE DE DILUTION**

5 € par jour, au-delà de 10 jours ouvrés de retard par distributeur

## **ARTICLE 19 RESILIATION DU CONTRAT**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre VI du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

### **RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE**

Le Chapitre 6 du CCAG-FCS relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse informent le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire n'a pas respecté les dispositions prévues à l'accord-cadre ;
- Non-respect répété des délais de livraison des prestations
- En cas d'augmentation des prix non conforme au CCAP

À défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 20 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Lorsque le Titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'accord-cadre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse sont en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi.

Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peuvent pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, tel que prévu à l'article 45 du CCAG-FCS, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non présentation de factures, un titre de recette sera émis par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse.

## ARTICLE 21 REGLEMENT DES DIFFERENDS

### REGLEMENT A L'AMIABLE

Le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse, le titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre Hospitalier de Saint Denis ou au Centre Hospitalier de Gonesse dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

### TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de règlement amiable, relatif à **la procédure et à l'exécution** de l'accord-cadre **au Centre Hospitalier de Saint-Denis**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative le tribunal administratif de Montreuil (93) sera seul compétent à statuer sur les litiges relatifs l'exécution à l'accord-cadre, conformément à la législation en vigueur.

TA de Montreuil,  
7 Rue Catherine Puig  
93100 MONTREUIL  
Téléphone : 01 49 20 20 00  
Télécopie : 01 49 20 20 99  
Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)  
Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

A défaut de règlement amiable, relatif à **l'exécution** de l'accord-cadre **au Centre Hospitalier de Gonesse**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 boulevard de l'Hautil  
BP 322 95027 Cergy-Pontoise Cedex  
Téléphone : 01 30 17 34 00  
Télécopie : 01 30 17 34 59  
Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## ARTICLE 22 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP et CCTP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le Centre Hospitalier de Saint-Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse de prendre une décision spécifique en ce sens.